

Questions orales

Mon collègue parle du rapport du FMI qui, à juste titre, invite les gouvernements de tous les pays industrialisés à réduire la dette, à supprimer autant que possible les déficits, à privatiser, à maintenir des taux d'intérêt peu élevés et à régler les problèmes d'inflation et de productivité. C'est justement ce que nous avons essayé de faire, et nous prenons bonne note des rapports importants comme ceux que présente le FMI.

Mon collègue a négligé de mentionner que, dans le même rapport, le FMI félicite le gouvernement du Canada des mesures qu'il a prises pour remettre de l'ordre dans ses finances. Selon le FMI, en procédant à une restructuration et à une consolidation budgétaire, le Canada a jeté les bases d'une reprise solide et durable. Comme d'autres l'ont mentionné, dans son rapport, le FMI loue aussi à maints égards les efforts déployés par le gouvernement fédéral.

Au moment opportun, le ministre des Finances présentera un autre budget qui traitera des questions soulevées par mon collègue. Ce sera peut-être la première fois de la session que les députés du Parti libéral voteront en faveur d'une mesure visant à réduire le déficit.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai posé deux questions au premier ministre. Il refuse obstinément de répondre à la première concernant les hélicoptères et nous n'avons encore reçu aucune réponse à la seconde relative à l'annulation de son voyage.

Mais il n'y a pas que le FMI. Selon la Conférence des évêques catholiques du Canada, les travailleurs en chômage et sous-employés atteignent à l'heure actuelle au Canada le nombre stupéfiant de 3,9 millions de personnes.

Quand le gouvernement se décidera-t-il à réorganiser ses priorités et, plutôt que de dépenser comme il le fait, à essayer de créer des emplois pour ces 3,9 millions de personnes qui sont en chômage ou sous-employées au Canada?

• (1420)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon collègue fait tout un bond en passant ainsi du FMI aux évêques catholiques. Il devrait démêler pour nous ce qui relève de l'ecclésiastique ou de l'économique dans son esprit.

Dans le même rapport du FMI que cite mon collègue, on peut lire ceci: «On a établi les assises d'une amélioration durable de l'économie du Canada. Les réformes structurales et les efforts de consolidation fiscale déployés au palier fédéral devraient assurer un bon rythme de croissance une fois que la relance aura le vent en

poupe. Avec la baisse de l'inflation, la situation monétaire s'est considérablement améliorée et devrait s'améliorer encore et soutenir la relance.»

En effet, le taux bancaire a chuté aujourd'hui de dix centièmes de point, atteignant un nouveau seuil, et c'est grâce à des taux d'intérêt peu élevés, à un faible taux d'inflation et à de bons taux d'investissement comme ceux dont il est question dans le rapport du FMI que nous allons créer les emplois que semblent réclamer tous les Canadiens, y compris les évêques catholiques.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, il est étonnant que le premier ministre se lève et se vante à ce moment-ci, alors qu'il a présidé un gouvernement qui a accumulé, pendant neuf ans, 280 milliards de nouvelles dettes depuis 1984. Au moment même où il va se servir de l'argent des contribuables pour se promener en Europe, il y a 1,6 million de personnes qui se cherchent des emplois au Canada, ainsi que 2,5 millions de personnes qui voudraient avoir des emplois à temps plein plutôt qu'à temps partiel.

Je demanderais donc ceci au premier ministre: Quand va-t-il prendre des décisions qui seraient un beau geste pour la population canadienne, soit annuler ce programme ridicule des hélicoptères et aussi évidemment, demeurer au Canada et faire son voyage en Europe à ses frais au mois de juillet?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le chef de l'opposition s'indigne du fait que la dette nationale a doublé sous le gouvernement conservateur. Mais que fait-il avec une dette nationale qui, sous son gouvernement, a été multipliée par 11, non pas par 2, 3, 7 ou 10, mais bien par 11, dans la pire gestion économique de l'histoire du Canada. Vous étiez ministre des Finances, vous étiez président du Conseil du Trésor et votre. . .

M. le Président: L'honorable député de LaSalle—Émard a la parole.

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Vingt-deux p. 100 des Montréalais vivent sous le seuil de la pauvreté, et cela dans une des villes les plus industrialisées du pays. Les raisons sont claires, monsieur le Président. Selon les évêques du Canada, c'est le résultat du laisser-faire de ce gouvernement. Le premier ministre n'aime pas qu'on cite les évêques, eh bien, selon le ministre de l'Industrie du Québec, c'est le fait que le gouvernement fédéral n'a aucune politique industrielle de croissance. Voici donc ma question: Qui a tort, les évêques et le gouvernement du Québec ou ce gouvernement qui refuse de prendre ses responsabilités?